

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP

DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE

SERVICE DE LA PRODUCTION ET DES MARCHES
BUREAU DU PORC, DES VOLAILLES ET DE LA
DIVERSIFICATION
Téléphone : 01 49 55 41 49
Télécopie : 01 49 55 45 90

CIRCULAIRE
DPEI/SPM/C99-4026

Du 01 DECEMBRE 1999

Classement :

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

OBJET : indemnité pour l'allongement des vides sanitaires en faveur des éleveurs de volailles

DATE DE MISE EN APPLICATION : immédiate

RESUME : Les événements sanitaires de l'année 1999 ont conduit à un allongement exceptionnel des vides sanitaires affectant le revenu des éleveurs. Pour soutenir les éleveurs de volailles de chair les plus touchés par l'allongement des vides sanitaires, le ministre de l'agriculture et de la pêche a décidé d'affecter un crédit de 10 MF. Vous trouverez ci-après, les modalités de mise en application de cette mesure exceptionnelle.

POUR EXECUTION

- Mesdames et Messieurs les Préfets de département (métropole)
- Madame et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt (métropole)
- Mesdames et Messieurs les Directeurs de Services Vétérinaires
- Monsieur le Directeur de l'OFIVAL

POUR INFORMATION

- Administration Centrale
- COPERCI (10 ex)
- ACOFA
- Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt
- réserve : 30 ex

Au delà de la crise structurelle préoccupante que connaît aujourd'hui le secteur avicole, les éleveurs ont dû faire face aux conséquences conjoncturelles de la contamination de certains produits par la dioxine. La situation qui en découle, par l'allongement exceptionnel des vides sanitaires, justifie un effort des pouvoirs publics.

Le ministre de l'agriculture et de la pêche a donc décidé d'allouer un crédit de 10 millions de francs à la filière avicole. Cette enveloppe exceptionnelle est destinée à financer un dispositif de soutien spécifique en faveur des éleveurs de volailles de chair (poulet et dinde, hors pintade et palmipèdes) les plus touchés par l'allongement des vides sanitaires.

1. Détermination des enveloppes départementales

Le versement de ce soutien aux éleveurs de volailles de chair sera effectué selon une approche départementalisée. Dans un souci de rapidité d'exécution de la mesure, les enveloppes départementales seront établies en fonction des surfaces départementales d'élevage de volailles de chair calculées à partir des données dont dispose le ministère de l'agriculture et de la pêche.

Le montant de l'enveloppe départementale vous sera notifié par la Direction des politiques économique et internationale (Bureau du porc, des volailles et de la diversification).

2. Modalités d'attribution des aides

Vous répartirez la dotation financière entre les éleveurs du département dans le respect des critères d'éligibilité suivants et après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA).

➤ critères d'allongement des vides sanitaires

L'aide est attribuée aux élevages spécialisés, dont la durée moyenne des vides sanitaires calculée sur la période du 1^{er} janvier 1999 au 31 octobre 1999 dépasse, selon les catégories de production, les chiffres suivants :

poulet export	20 jours
poulet standard	24 jours
poulet label	36 jours
dinde	34 jours
reproducteurs	20 jours

Ces chiffres représentent la durée standard du vide sanitaire majorée de 10 % de la durée du cycle standard de production, vide sanitaire compris.

Dans le cas d'alternance de production, il convient de comparer le vide sanitaire observé à la valeur théorique précitée pour le type de production qui suit immédiatement le vide sanitaire. (exemple : lorsque une bande d'élevage de dindes suit une bande d'élevage de poulets standards, la durée du vide sanitaire de référence à prendre en compte pour la détermination de l'éligibilité est 34 jours)

➤ critères de spécialisation

Pour être éligible, le taux de spécialisation, calculé en pourcentage de la marge brute totale de l'exploitation ou du chiffre d'affaire total réalisé par l'activité avicole (excepté la production de palmipèdes et d'œufs), devra être supérieur à un niveau fixé dans chaque département afin de tenir compte des situations particulières.

Ce seuil sera arrêté dans chaque département, après avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture

➤ autres critères

Il sera tenu compte des différentes autres aides que l'éleveur aurait éventuellement perçues ou pourrait percevoir (FAC, AGRIDIF...) pour déterminer son éligibilité à la présente aide, ainsi que le niveau de l'aide. La Commission départementale d'orientation de l'agriculture pourra également tenir compte du niveau d'endettement de l'éleveur.

3. Montant de l'aide

Vous totaliserez le nombre de m² de poulailler éligibles, sans excéder 2 500 m² par élevage éligible, afin de déterminer le montant de l'aide par m² d'élevage avicole en fonction du montant de l'enveloppe départementale notifiée.

$$\begin{array}{l} \text{Montant de l'aide départementale au m}^2 = \end{array} \quad \begin{array}{c} \text{enveloppe départementale} \\ \hline \begin{array}{l} \Sigma \text{ surfaces dans la limite de} \\ 2\,500 \text{ m}^2 \text{ des élevages éligibles} \\ \text{non récents investisseurs} \end{array} \quad + \quad \begin{array}{l} 1,5 \Sigma \text{ surface dans la} \\ \text{limite de } 2\,500 \text{ m}^2 \text{ des} \\ \text{élevages éligibles} \\ \text{récents investisseurs} \end{array} \end{array}$$

L'aide est plafonnée à 7 500 F par exploitation.

L'aide est majorée de 50 % pour les éleveurs récents investisseurs qui se sont installés en production avicole en 1997, 1998 ou 1999. Le plafond se trouve alors porté à 11 250 F.

4. Procédure

Vous prendrez les dispositions nécessaires afin de respecter strictement la dotation départementale qui vous est attribuée. Si le montant total des indemnités accordées est inférieur à la dotation, vous voudrez bien en informer immédiatement le Bureau du porc, des volailles et de la diversification de la Direction des politiques économique et internationale (tél : 01 49 55 41 49 – télécopie : 01 49 55 45 90).

Je vous demande de convoquer sans délai, dès la notification du montant de l'enveloppe départementale, la Commission départementale d'orientation de l'agriculture afin de déterminer le niveau de spécialisation retenu pour votre département, d'établir la liste des éleveurs éligibles et de procéder au calcul du montant de l'aide.

5. Instruction et paiement

Vous ferez remplir le questionnaire ci-joint, par les éleveurs, en vous assurant, à des fins de contrôle, qu'il a été visé par le groupement de producteurs ou, à défaut par l'intégrateur.

L'éleveur joindra également à son dossier une attestation séparée de son centre de gestion concernant le pourcentage de la marge brute ou du chiffre d'affaire total de l'exploitation correspondant à son activité avicole-chair (excepté les palmipèdes).

Vous vous assurerez du respect par l'exploitant de la réglementation relative aux installations classées.

Le non respect de cette réglementation entraînera l'inéligibilité de l'éleveur au dispositif d'aide.

Le Directeur de l'OFIVAL vous transmettra, avant le 10 décembre 1999, une base informatique simple afin de constituer un état global des éléments de paiement.

Sur la base de l'avis de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture, des contrôles et des vérifications de cohérence auxquels vous aurez procédé, vous transmettez à l'OFIVAL, **avant le 17 décembre 1999**, délai de rigueur, l'ensemble des données relatives au paiement de l'aide, ainsi que les originaux des relevés d'identité bancaire des bénéficiaires.

L'OFIVAL vous tiendra informé de la réalisation du paiement de l'aide le jour de sa remise en banque.

Les pièces constituées des dossiers instruits par vos services seront conservés 3 ans au siège de la DDAF de votre département, dans la perspective des contrôles qui pourront être diligentés en liaison avec vos services.

6. Information des éleveurs

Vous vous assurerez que tous les éleveurs de volailles de chair de votre circonscription sont informés de la possibilité de bénéficier de cette indemnité pour l'allongement des vides sanitaires.

* *

*

Vous voudrez bien me faire connaître les difficultés éventuellement rencontrées dans l'application de la présente circulaire.

Le Sous-Directeur de l'Elevage et des
produits Animaux
Christian BERGER

Nom de l'exploitant :

Adresse :

Nom du groupement de producteurs :
ou de d'intégrateur

(Remplir un tableau par bâtiment d'élevage)

Ba nde	Type de production (1)	1 ^{er} jour de vide sanitaire (2)	Dernier jour de vide sanitaire (2)	Durée du vide sanitaire (jours)	Vide sanitaire standard majoré (3)
1					
2					
3					
4					
5					
			TOTAL		

Ba nde	Type de production (1)	1 ^{er} jour de vide sanitaire (2)	Dernier jour de vide sanitaire (2)	Durée du vide sanitaire (jours)	Vide sanitaire standard majoré (3)
1					
2					
3					
4					
5					
			TOTAL		

Signature de l'exploitant

visa du groupement de producteurs
ou, à défaut de l'intégrateur

(1) indiquer le type de production débutant immédiatement après le vide sanitaire considéré : poulet export, poulet standard, poulet label, dinde, reproducteurs.

(2) les vides sanitaires pris en compte dans le calcul des critères d'éligibilité doivent obligatoirement avoir commencé le ou après le 1^{er} janvier 1999 et avoir été terminés avant le 1^{er} novembre 1999.

(3) le vide sanitaire standard majoré est de 20 jours pour le poulet export, 24 jours pour le poulet standard, 36 jours pour le poulet label, 34 jours pour la dinde, et 20 jours pour les reproducteurs de chair.

➤ Eligibilité

- Total des vides sanitaires \geq total des vides sanitaires standards majorés
- respect de la réglementation relative aux installations classées.

➤ MONTANT DE L'AIDE

❖ Surface éligible (m²) = surface avicole totale si $< 2\,500\text{ m}^2$
= 2 500 si $\geq 2\,500\text{ m}^2$

❖ Si l'installation en production avicole est antérieure à 1997

aide = surface éligible x aide départementale par m²
(sans excéder 7 500 F par exploitation)

❖ Si l'installation en production agricole date de 1997, 1998 ou 1999

aide = 1,5 x surface éligible x aide départementale par m²
(sans excéder 11 250 F par exploitation)